

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 23 MAI 1978 - N° 702

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## PARAS FRANÇAIS HORS DU ZAIRE!

### Halte aux interventions impérialistes

Le gouvernement français a envoyé un véritable corps expéditionnaire au Zaïre, en même temps que le gouvernement belge.

Toute une campagne est déchaînée à présent pour vanter les exploits des parachutistes de la Légion, pour faire déferler les vieilles idées colonialistes et racistes. Comme si les peuples d'Afrique ne pouvaient trouver la paix qu'en faisant appel à ce qui reste de l'armée coloniale !

Cette nouvelle intervention militaire s'inscrit dans une politique d'ensemble de l'impérialisme français en Afrique : des avions français stationnés en Mauritanie mitraillent et napalmment le peuple sahraoui en lutte pour son indépendance nationale. Au Tchad, l'armée française est aussi directement engagée contre les forces populaires qui combattent l'oppression.

A qui fera-t-on croire que l'intervention française au Zaïre vise à protéger l'indépendance de ce pays ? A Paris comme à Bruxelles, on prétend que les troupes envoyées ont un but purement humanitaire d'évacuation de ressortissants. C'est faux : si Paris et Bruxelles se disputent ouvertement, c'est que chacun en fonction de ses capacités et de ses intérêts propres, cherche avant tout à préserver ses moyens de domination sur ce vaste pays, situé au cœur même de l'Afrique et extrêmement riche en ressources minières. Cela fait plus de 10 ans que l'impérialisme français, sous couvert d'aide et de coopération, a multiplié les tentatives pour étendre sa mainmise sur le Zaïre. Et Giscard a choisi de soutenir à fond le régime anti-populaire de Mobutu dans l'espoir de supplanter entre autres l'ancien colonisateur belge qui, lui, préférerait sans doute, comme d'autres, trouver une solution politique de rechange.

A la faveur de cette opération, au moment où se tient à Paris la conférence franco-africaine, le gouvernement français voudrait, sous prétexte de protéger leur indépendance, regrouper sous sa tutelle un ensemble d'États africains et s'imposer à eux pour coiffer leurs armées et coordonner la répression contre leurs peuples.

Même si les USA y apportent leur soutien, allant jusqu'à fournir des avions à la Légion, cette intervention sert d'abord les visées impérialistes de la bourgeoisie française en Afrique.

Suite de l'éditorial page 7



Les paras français à peine débarqués sur l'aéroport de Kolwezi se dirigent vers la zone des combats.

● Le gouvernement français étend son intervention à Kolwezi

● Divergences entre les pays occidentaux

● Ouverture de la conférence franco-africaine sous le signe de l'interventionnisme

Voir page 6

● Engagement accru au Tchad : trois soldats français tués

● Sahara : avertissement du Front Polisario aux pilotes français

Lire nos informations en page 7

Départ de l'équipe de France, mercredi

Mobilisons-nous pour le boycott du «Mundial»

CONTRE LA DICTATURE EN ARGENTINE  
BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE 78



Face à l'interdiction de manifester mardi (voir page 9) le COBA a décidé d'organiser une semaine de mobilisation et de préparer une riposte d'ampleur et une manifestation au moment de l'ouverture du «Mundial».

Bus :  
coup fourré contre la grève

Lundi, le mot d'ordre de grève d'une heure en prise de poste, lancé par F.O., les Autonomes et la CGT, a été très peu suivi. Quoi d'étonnant : pour de nombreux machinistes, cette «forme de lutte» est incapable de faire céder la direction. Après 15 jours d'un mouvement combatif, comment en est-on arrivé là ?

Lire page 5

20 mai 73,  
20 mai 78,  
la lutte  
du peuple  
Sahraoui

Lire en page 10

MALVILLE

La grève  
des ouvriers de Fougerolle  
«Nous ne voulons plus  
être des esclaves»



Lire notre reportage en page 8



**MAI 68** au jour  
le jour

**Du 21 au 23 mai 68**

Le 23 mai, le nombre des grévistes dépasse 8 millions.

Les confédérations syndicales ont appelé à développer la grève, mais tentent en même temps de la canaliser : elles font relâcher les cadres séquestrés (mais ceux de Sud Aviation ne seront libérés que le 28), accrocher des drapeaux tricolores à côté des drapeaux rouges, et décrocher les mannequins pendus aux portes des usines, représentant des patrons locaux.

Les grévistes s'organisent. Derrière les portes fermées, on a entassé barres de fer, pierres et boulons. Jusqu'au 27, la situation est assez détendue, la police n'intervenant que dans les centraux téléphoniques. Une ou deux fois par jour, l'assemblée générale réunit les grévistes. On s'y informe, on discute, on vote, le plus souvent à main levée. On trouve aussi le temps de faire de la musique, d'organiser des bals.

Dans les grandes usines, on remet en service la cantine. Souvent des camions conduits par des grévistes vont chercher de la nourriture à la campagne. Les marins-pêcheurs feront plusieurs fois des sorties en mer au bénéfice des ouvriers. Dans le Nord, en Normandie, des municipalités ouvrent gratuitement les centres aérés et les cantines scolaires aux enfants.

Après une semaine de grève, les syndicats créent parfois au niveau de la ville un «Comité central de grève» (CCG) chargé de coordonner l'action dans la ville, ou même dans la région.



Des membres du CCG d'Angers déchargent des victuailles offertes par les paysans.

A Reims, dès le 21 mai, le CCG veille à l'approvisionnement en viande et en lait. Des grévistes bénévoles assurent le ramassage du lait, son conditionnement en berlingots et sa distribution (jusqu'à 10 000 litres par jour). Il veille aussi à l'hygiène publique.

A Nantes, à partir du 25 mai, le CCG distribue le fuel aux boulangeries, aux laiteries et aux petits commerces d'alimentation, et délivre des bons d'essence. Il organise par exemple des consultations gratuites dans les dispensaires, le ramassage des ordures, des points de vente de nourriture à bas prix pour les grévistes.

Bien d'autres «Comités centraux de grève» ont fonctionné, en particulier dans l'Ouest et le Languedoc.

En certains endroits, les grévistes ou les municipalités émettent des bons de 5 à 10 francs ayant valeur monétaire, ou des bons d'alimentation (dans la Somme, le Morbihan, le Nord, la Nièvre, en Normandie, en Savoie...).

## INFORMATIONS GENERALES

### Mobilisation rue de la Mare - Paris 20<sup>e</sup>

# LA S.E.R.I. CONTRAINT DE RECULER !

● Samedi 20 mai, la mobilisation a fait reculer la SERI et sa prétention à traiter les locataires du 40 rue de la Mare (XX<sup>e</sup>) comme du bétail.

Les locataires étaient là, soutenus par des personnes du Comité de soutien et des habitants du quartier, pour «accueillir» Simon Istria, responsable

Le 30 mars, les locataires du 40 rue de la Mare recevaient un préavis de congé, les propriétaires des immeubles venaient de vendre à la SERI qui veut en faire des immeubles de rapport (cf. ODP du 28 avril). La SERI profitait de la rapidité de son intervention et du désespoir provisoire des locataires, en majorité immigrés, pour reloger ceux du premier bâtiment, en état, dans le second, en prévoyant de les reloger ensuite dans le troisième.

Le promoteur espérait ainsi décourager les locataires et ne pas avoir à les reloger, mais c'était sans compter sur la révolte de ceux-ci et le soutien des locataires de la rue de Tourtille, eux aussi en butte à un projet de rénovation dont ils sont exclus. La SERI réussissait à libérer le premier immeuble de la rue de la Mare, et entreprenait sans attendre les travaux. Istria nommait un nouveau gardien qui détruisit à coups de masse les compteurs électriques et fit couper l'alimentation en eau. Opération qui, outre son caractère odieux et intolérable, était illégale... Les locataires répondaient en faisant remettre l'eau, mais du fait de la destruction des conduites, le branchement était dans la cave, et qui plus est l'eau potable était mélangée à celle qui ne l'était pas, d'où des risques de maladies. C'est ce branchement qu'Istria et les flics voulaient supprimer ! Istria, que l'on dirait tout droit sorti d'un magazine, est d'abord bien surpris devant la présence de tant de monde. Il est sommé de



Istria contraint de s'expliquer...

s'expliquer sur ses projets ; il s'emporte alors, et regrette «que certains fassent de cette histoire une affaire politique !». Il est contraint de visiter l'immeuble où il prétend reloger en transit les locataires ce que, ceux-ci devant l'état d'insalubrité et de délabrement, refusent. Meillat, le conseiller PCF a demandé des précisions sur les projets d'Istria, se contentant de rester dans le domaine de la stricte légalité et des aspects techniques, en prévoyant de poser une question orale au conseil de Paris qui doit se tenir ce lundi. Le commissaire avait finalement précisé qu'il n'était là «que pour rapporter». Meillat rejointra la position d'Istria sur le fait que la SERI n'a à reloger que les personnes qui figurent sur la liste «officielle» de l'an-

cienn hôtel meublé, soit huit personnes sur la centaine de locataires ! Solution que les locataires rejettent catégoriquement. La discussion se terminera, provisoirement, sur le fait que la SERI rétablissait l'eau, le gaz et l'électricité, et Istria repartait l'air abattu.

«Je ne fais pas de politique, je fais des affaires» avait-il déclaré. Il aura au moins appris qu'on ne peut pas toujours le faire sans tenir compte des habitants directement

frappés par ses juteuses affaires immobilières. L'après-midi, se tenait une réunion des locataires qui décidaient d'élargir la popularisation, notamment auprès de sections syndicales, de contacter les habitants de la rue des Cendriers, menacés eux aussi par les promoteurs, de resserrer les liens avec ceux de Tourtille et de continuer la lutte pour le logement, pour un loyer n'excédant pas dix pour cent de leur salaire.

**SAMEDI 27 MAI A 20 h 30  
LES PROBLEMES DU LOGEMENT  
PROJECTION DU FILM :  
«MAIN BASSE SUR LA VILLE»**

Relai de Montmartre, 4-6 rue H. Chevreau.  
Paris 20<sup>e</sup>  
Soirée organisée avec les locataires de Tourtille  
et de la Mare

## 4 MORTS, 5 BLESSÉS A LA FUSILLADE D'ORLY

Orly, samedi, 15 h 35, salle d'embarquement n° 30. Peu avant de passer à la fouille, trois hommes sortent des armes automatiques et commencent à tirer sur les CRS qui sont là. Un brigadier chef tombe mort, trois autres seront blessés. Dans l'aérogare commence alors une fusillade entre d'autres CRS et les terroristes. Un par un, les trois hommes s'écroulent, morts, sous les balles. Deux passagers et une hôtesse sont lé-

gèrement blessés. Orly Sud est évacué dans une panique indescriptible. La police croyant que deux autres hommes sont dans l'aérogare, la fouille de fond en comble. Sur l'autoroute du sud et la N 7, les flics arrêtent les voitures conduites par des travailleurs arabes.

Les passagers au départ, au lieu de la fusillade, étaient des agents d'assurance de la compagnie «Abeille Paix» qui atten-

daient le départ sur un vol El Al à destination d'Israël. Par ailleurs, on sait que l'ambassadeur d'Israël se trouvait à l'aéroport pour y accueillir le ministre sioniste du Travail, ce qui laisse à penser qu'ils étaient peut-être visés.

Les terroristes dont on ne connaît pas l'identité feraient partie d'un groupe intitulé «Les fils du Sud-Liban». S'adressant à la convention nationale du parti républicain à Fréjus,

Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur en a profité pour «étayer» son discours musclé sur l'insécurité : «La fermeté ne s'affiche pas, elle se prouve jour après jour, comme elle est en train de se prouver en ce moment à Orly», a-t-il déclaré, en tenant la convention au courant des détails de l'opération. Le ministre sioniste de la justice a pour sa part remercié les autorités françaises pour leur «efficacité» en l'affaire.

Après la lettre des contestataires

# EBULLITION AU PCF

● Le texte signé par plus de 300 militants du PCF, dont l'existence était connue depuis quelques jours déjà, et qui a été publié samedi dans *Le Monde*, suscite une très importante ébullition au sein du PCF. La liste des signataires va très certainement s'allonger dans les jours qui viennent, ne serait-ce que parce que nombre de membres du PCF, qui ne

connaissent pas le contenu du texte, en ont pris connaissance dans *Le Monde*, ainsi que l'adresse à Aix en Provence où ils doivent envoyer leur signature. Le mouvement est à l'accroissement de cette pétition interne même si on note, à notre connaissance, trois signataires qui maintenant se désolidarisent.

Libération signale pour sa part que la rédaction de la *Marseillaise*, journal du PCF local, dont quatre journalistes se trouvent impliqués dans la contestation, a tenu une réunion extraordinaire de son personnel dès la parution du *Monde*. Trois des quatre signataires se trouveraient concernés par la «compression de personnel» envisagée sous peu.

La réaction la plus notable à cette pétition provient cependant du bureau politique lui-même, qui a réagi immédiatement. C'est là un phénomène notable, qui montre que la direction du PCF non seulement n'est pas parvenue à enrayer la contestation née au lendemain du 19 mars, mais qu'au contraire elle se trouve nettement sur la défensive.

On notera d'ailleurs qu'il y a une totale dissemblance entre la lettre des contestataires et le communiqué-réponse du bureau politique. La lettre des contestataires, qui est le fruit d'un compromis entre différents courants, s'en prend à la manière dont le rapport de Marchais au CC essaie d'éluider le débat, elle critique évidemment le manque de démocratie, et pose la question du pourquoi le PCF n'est pas parvenu «à susciter un courant puissant».

Les divergences entre les courants qu'on peut schématiquement caractériser comme «ellensteinien» et «althussérien» l'empêchent de donner une réponse claire à cette question. Toujours est-il que les contestataires en-

tendent se situer sur un terrain politique.

Le bureau politique, lui, ne veut voir dans cette pétition qu'une violation des principes de fonctionnement du PCF : toute sa mise en garde est axée sur le risque d'apparition de tendances, sur les risques d'affaiblissement du parti, et sur le fait que même cette contestation là reste marginale.

Les contestataires ont quelques raisons de poser les problèmes politiques, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit : la question de la nature de l'URSS, celle des rapports avec le PS, celle enfin des types d'alliances que doit nouer le PCF, voilà ce qui anime aujourd'hui le débat. Le BP a aussi quelques rai-

sons de publier une mise en garde aussi vigoureuse : la liste des personnes qui ont signé le texte incriminé est longue, et comporte des gens influents : outre la présence conjointe d'Althusser et Ellenstein, qui marque en elle-même l'ampleur de la contestation, on trouve aussi des gens de l'appareil : des animateurs de l'Institut Maurice Thorez, comme Gacon et Bruhat, des élus comme le maire de Vigneux, beaucoup de journalistes aussi. Des bruits courent même comme quoi plusieurs permanents auraient signé avant que la direction ne les «convainque» de retirer leur nom.

Nicolas DUVALLOIS

## Municipalités désunies

«Il nous faut faire tout ce qui dépend de nous pour préserver et consolider les milliers de bases unitaires que constituent les conseils municipaux où sont ensemble des communistes, des socialistes et d'autres travailleurs et démocrates.» C'est Fiterman qui a fait cette déclaration à l'issue d'une réunion du PCF sur les «collectivités locales». Dans le même temps, deux nouvelles municipalités de gauche étalaient leurs contradictions : à Montpellier, où le maire socialiste Freche a failli ne pas être désigné par son conseil pour siéger au Conseil régional, et à Gagnols-sur-Cèze, où le maire PS a démissionné «à cause de l'obstruction systématique des communistes.»

## 1<sup>er</sup> mai : peines aggravées

La Cour d'appel de Paris a aggravé vendredi les peines de cinq personnes arrêtées après la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris. Le Parquet avait fait appel, jugeant les premières condamnations insuffisantes. Un étudiant allemand a été condamné à six mois de prison ferme, un autre inculpé qui ne s'est pas présenté, a été condamné à un an de prison ferme. Assorties de sursis, toutes les autres peines ont été aggravées.

## Congrès des radicaux de gauche

Michel Crépeau, député maire de La Rochelle, a été élu dimanche président du MRG, en remplacement de Fabre, démissionnaire. Au centre des débats, les relations avec le Parti socialiste, avec comme problème à résoudre, les candidatures aux prochaines élections présidentielles. La tendance battue (Maroselli), aurait voulu une candidature MRG à ces élections.

## Le texte des contestataires

Le texte des contestataires, après avoir dénoncé certains termes du rapport Marchais contre les intellectuels et le débat, poursuit : «Ces affirmations témoignent, — par delà les références qui apparaissent dès lors comme rituelles à l'alliance capitale des intellectuels et de la classe ouvrière — d'une véritable régression par rapport aux acquis de notre parti en ce domaine, sous l'impulsion de Maurice Thorez dans les années 30, puis au C.C. d'Argenteuil il y a douze ans, — d'abord quant au rôle, à l'action des intellectuels communistes, et du coup, à leur place même dans le parti, et au delà quant à l'alliance classe ouvrière-intellectuels. Comment ne pas souligner la contradiction entre un tel langage et la politique que nous préconisons ? Il ne s'agit nullement, contrairement à une vision caricaturale, de remettre en cause les acquis du 22<sup>e</sup> congrès,

auxquels nous sommes profondément attachés, ni de sous-estimer la responsabilité du PS dans l'échec de mars 78, mais d'examiner sans complaisance pourquoi le courant révolutionnaire n'a pu maintenir cette union sur des objectifs transformateurs, n'a pu susciter un courant populaire puissant. Le refus schématique d'un tel examen témoigne d'une attitude défensive, d'une absence de confiance vis-à-vis des masses et des membres de notre parti qu'on persiste à ne pas traiter en adultes.

Le texte conclut : «Le retard de notre parti à se mettre à jour — justement signalé par Georges Marchais à plusieurs reprises — ne saurait sans grave dommage pour l'avenir de notre peuple s'accroître. Il est très urgent que le 23<sup>e</sup> congrès comble dans tous les domaines ces retards, la façon dont il sera effectivement préparé sera, de ce point de vue, décisive.»

## Résolution du Bureau Politique du PCF

«Le Bureau politique a pris connaissance du texte signé par 300 communistes appartenant à différentes organisations du Parti de différentes régions, texte dans lequel les signataires disent leur désaccord avec le rapport adopté par le Comité central.

Le Bureau politique exprime son étonnement et sa réprobation devant une initiative qui s'inscrit en violation flagrante des principes et des règles de fonctionnement du Parti fondés sur le centralisme démocratique, principes et règles fixés par les congrès du Parti. (...)

Au cours des réunions de leurs organisations, les communistes prennent connaissance des travaux et des décisions du Comité central et en discutent. Cette discussion exprime leur accord massif avec le Comité central. (...)

C'est dans ces conditions que, s'arrogeant unilatéralement un droit qui appartient au Congrès — et à lui seul — ces signataires s'écartent des règles communes. Ils se regroupent et engagent une lutte politique ouverte pour tenter de faire prévaloir de l'extérieur leur point de vue.

Quelles que soient les intentions proclamées, il est évident qu'agir ainsi, c'est s'engager dans la voie qui conduit à la constitution de courants, de tendances disposant chacune de leurs forces et de leurs dirigeants particuliers. Il s'agit là d'un mode de fonctionnement nuisible à l'intérêt de notre Parti parce qu'il est contraire à l'épanouissement d'une réelle vie démocratique. A la discussion libre et à la synthèse prenant pleinement en compte les opinions convaincantes, il substitue les compromis opportunistes

ou les débats stériles entre des positions figées. A l'unité fondée sur la discussion et le souci de l'intérêt général, il substitue les luttes de personnes ou de groupes. Il met en cause le rôle des directions démocratiquement élues. Il offre à la bourgeoisie dont on sait l'acharnement avec lequel elle combat le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, de multiples moyens de peser de l'extérieur sur la vie et les décisions du Parti, d'opposer les hommes. (...)

Parce qu'entraîner le Parti dans cette voie serait le conduire à sa liquidation comme parti d'avant-garde, le Bureau politique considère la démarche des signataires du texte comme totalement inacceptable. (...)

Le Bureau politique du PCF Paris, le 19 mai 1978»

## Demande de contact avec le PCRml

Nom, Prénom .....  
Profession .....

Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 Paris CEDEX 19



## La croisade de Debré

A la tête de son «Comité pour l'indépendance et l'unité de la France», Debré a lancé sa croisade nationale à l'approche des élections européennes. Soutenu par les gens de gauche, comme l'écrivain socialiste Pilhes, il a tenu des propos très virulents contre l'Europe et ses partisans, l'autre soir, à Montpellier. Le RPR entend tenir ses distances par rapport à cette initiative de Debré. Il est vrai que le parti de Chirac recevait ce week-end à Paris les représentants de la droite européenne, réunis dans l'«Union démocratique européenne», dont le comité directeur se trouvait réuni pour la première fois.

## Mitterrand et l'anesthésie

Mitterrand a fait sa réapparition à la tribune de l'Assemblée nationale pour critiquer les mesures économiques du gouvernement. Il a notamment insisté sur le «mauvais sort» fait aux plus défavorisés, et sur le fait que le gouvernement fait ses mauvais coups parce que «l'opinion a été anesthésiée par le résultat des élections législatives». Et le rôle du PS pour cela ?

**ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

6 mois..... 180 F.

Nom .....  
Prénom .....

Adresse .....

## LUTTES OUVRIERES

DEHÉ (sous-traitance SNCF) :

## A Macon et Dijon

Il y a quelques années encore, c'étaient les cheminots, donc les employés SNCF, qui étaient chargés de l'entretien et du remplacement du matériel des chemins de fer. Ces dernières années, la SNCF, dans un souci de rentabilisation qui ne date pas d'aujourd'hui, confie de plus en plus ce genre de travaux à des entreprises privées extérieures (l'autre aspect de cette rentabilisation étant, comme on le sait, les réductions massives d'effectifs).

Au nombre de 24 à Gevrey Chambertin, et de 140 à Maçon, les travailleurs en grève sont tous immigrés, principalement de nationalité turque et algérienne.

Travaillant à la réfection des voies, de chantiers en chantiers, dans toute la France, se déplaçant donc beaucoup, les travailleurs de Dehé sont «logés» dans des wagons SNCF usagés et appartenant au patron de cette entreprise.

Leurs conditions de logement sont difficilement imaginables. Ainsi, en Côte d'Or, les travailleurs sont «logés» à l'ancienne gare de Plombières, près de Dijon. Ils sont 24, répartis en trois «wagons-dortoirs» (comme l'indique une inscription) arrêtés sur les voies désaffectées. Deux par compartiment, les travailleurs doivent dans chacun de ceux-ci à la fois dormir, et faire leur cuisine sur de vieux poêles défectueux, qui leur servent aussi de chauffage, d'où un risque permanent d'asphyxie. Ils n'ont pas

de WC, pas de douche, pas d'aération et seulement deux lavabos (anciennes toilettes des wagons) pour huit !

Le comble est que, pour ces «logements», le patron de Dehé retient quotidiennement sur la prime déjà misérable de chaque travailleur, une somme de 31,50 F par nuit de couchage, soit 900 F par mois de loyer ! A huit par wagon, le bénéfice (net) est appréciable et les travailleurs sont plusieurs centaines logés ainsi en France !

Ce sont ces conditions de logement qui ont pour une part importante suscité le déclenchement du mouvement, mais les grévistes exigent aussi d'autres revendications : ainsi, les travailleurs occupés sur le chantier de Gevrey Chambertin, en Côte d'Or, réclament une amélioration de leurs conditions de travail : ils n'ont aucun local pour s'abriter en cas de pluie, aucune possibilité de se laver, aucune possibilité de faire cuire leur

# LES TRAVAILLEURS EN GREVE «LOGÉS» DANS DES WAGONS POUR 900 F PAR MOIS

Quatre entreprises privées se partagent actuellement le travail particulier du renouvellement des rails sur l'ensemble du réseau ferré.

Les travailleurs de l'une d'elles, la société DEHE (siège social à Croissy-sur-Seine, Yvelines), sont en grève depuis le 28 avril, à Gevrey Chambertin (Côte d'Or) et en gare de Maçon (Saône et Loire), pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de logement et de travail principalement.

nourriture, d'où des repas constamment froids.

Les grévistes exigent enfin une augmentation de leur prime de déplacement et le 13<sup>e</sup> mois pour tous (il n'est «accordé» jusqu'ici qu'à quelques-uns par le

patron qui entend de la sorte diviser les travailleurs).

Mais où en est-on après près d'un mois de lutte ? La direction, non seulement refuse toute négociation, mais de plus, elle

réprime très durement les travailleurs.

Ainsi, elle vient d'envoyer une lettre de licenciement à 15 d'entre eux, au chantier de Maçon. De plus, avec l'aide de la SNCF, Dehé vient de fermer le chantier ouvert à Gevrey-Chambertin, démantelant le matériel en douce, et ouvrant un nouveau chantier à Limoges ! Les travailleurs actuellement en Côte d'Or n'ont donc plus de travail et sont menacés en plus d'être expulsés de leur «logement» !

En gare de Maçon, ce

sont les flics qui sont intervenus pour faire évacuer le matériel (aujourd'hui à Châteaurox !), aidés de la maîtrise, soutenue elle-même par un responsable F.O. Au cours de cette agression, que le syndicat mâconnais F.O. revendique dans le journal local *Le Courrier de Saône et Loire*, un travailleur immigré blessé a dû être hospitalisé !

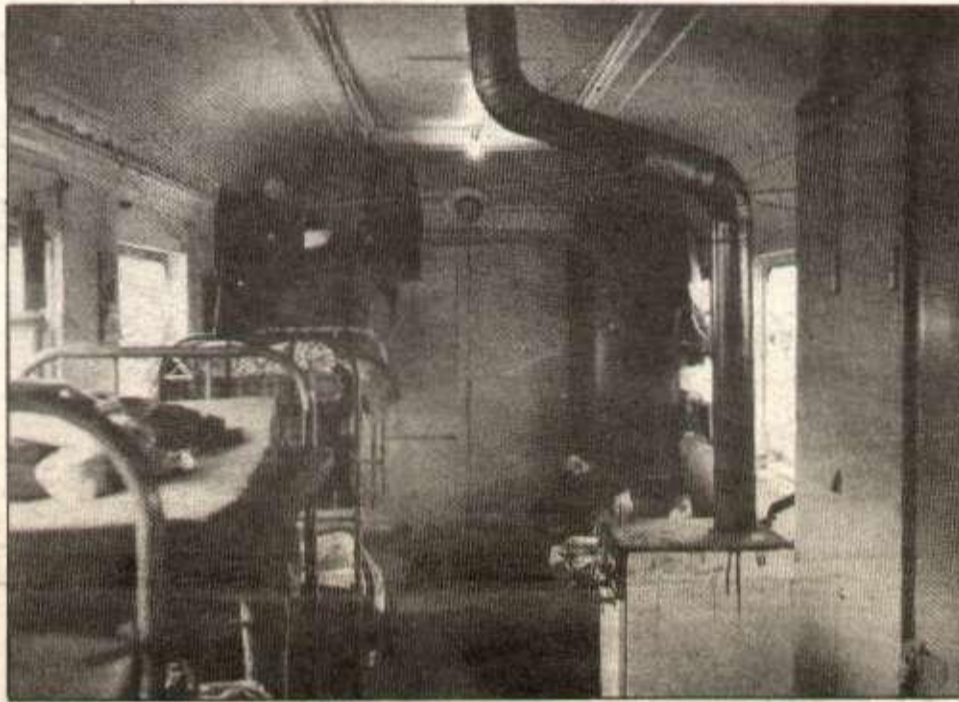
La direction SNCF, à Maçon, agit bien sûr aussi de concert avec Dehé : ne vient-elle pas d'interdire l'accès du chantier aux grévistes ?

Face à cette intransigeance et cette répression, les travailleurs de Dehé renforcent leur mouvement :

— à Dijon, ils ont organisé la semaine dernière avec les syndicats Cheminots et Construction-Bois CFDT de Dijon un rassemblement où une centaine de personnes étaient présentes.

— à Maçon, 140 travailleurs ont organisé un gala de solidarité samedi soir.

On peut soutenir financièrement les grévistes de Dehé en envoyant les chèques au compte :  
Syndicat départemental dessalariés  
Construction-Bois CFDT  
CCP 1942 73 E - DIJON



## En bref...En bref...En bref...En bref...

### URSS : après Orlov, trois autres condamnations

Après le procès contre Youri Orlov, deux membres du groupe géorgien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, Zviad Gamsakhourdia et Merab Kostava ont été condamnés vendredi à Tbilissi à trois ans de camp de travail et deux ans d'exil. Leurs amis ont protesté contre une campagne du régime de Brejnev visant à faire croire que les deux opposants s'étaient reconnus coupables de «calomnies antisoviétiques» et s'étaient «repentis». D'autre part, on apprenait également la semaine dernière que Valentin Poplouski, un des animateurs du syndicat libre fondé par Klebanov, avait été condamné à un an de camp pour «parasitisme». Le KGB se sert souvent de cette accusation contre les opposants, alors que c'est le régime lui-même qui les empêche de travailler.

### USA : feu vert pour les interventions en Afrique ?

Le Département d'Etat a déclaré vendredi dernier que le gouvernement américain allait demander au Congrès de revoir toute une série de lois qui empêchent l'exécutif de prendre l'initiative d'interventions et d'opérations en Afrique. Selon le porte-parole Tom Reston, il s'agit de «certains aspects de la législation qui restreignent les activités du gouvernement américain en ce qui concerne l'aide à l'étranger et différentes activités qui avaient pu être mises en œuvre auparavant.» Ces lois avaient été votées par le Congrès pour empêcher Kissinger d'intervenir en Angola. Elles prévoient la consultation obligatoire des commissions du Congrès. Cette remise en cause intervient précisément au moment où les États-Unis apportent leur aide logistique à l'intervention française au Zaïre.

### Heide Kempe : manifestation à Paris

Surprise samedi 20 mai pour les touristes : vers 15 h 30, une immense banderole de couleur est déployée, depuis une tour de la cathédrale Notre Dame de Paris, «Heide torturée. Par qui ? Pourquoi ?». Une centaine de femmes se rassemblent sur les parvis, reprennent le slogan de la banderole, et affirment : «Nous saurons la vérité !», distribuent des tracts pour rappeler les sévices qu'a subis la jeune allemande sans qu'aucune explication ne soit encore fournie. Alors qu'elle se remet peu à peu de ses blessures, Heide se fait licencier par son employeur ! Face à ces actes intolérables, le comité de soutien prépare la riposte.

### Radios... libres ?

Nouvelle intervention policière contre une radio libre, à l'heure où se préparent les procès de plusieurs animateurs de radios libres. *Radio Horizon*, à Vesoul, s'est vu brutalement investir par les flics jeudi dernier. Leurs animateurs ont porté plainte. Mardi 23 mai, comparaissent devant le tribunal correctionnel de Bobigny les animateurs de *Radio 93*, tandis que ceux de *Radio Rockett* comparaîtront jeudi 25 mai à Paris, à la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle.



### Narita (Japon) la lutte continue

La lutte des paysans de Narita pendant douze ans a retardé l'ouverture de l'aéroport international sur des terres qui leur avaient été volées. Dimanche, alors que l'inauguration avait été retardée à plusieurs reprises à la suite des actions de commando contre l'aéroport, un avion a pu se poser de justesse dans un aéroport transformé en forteresse gardée par 15 000 flics. Mais Tomura, dirigeant de l'organisation de défense des paysans a déclaré : «La lutte continue jusqu'au bout».

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



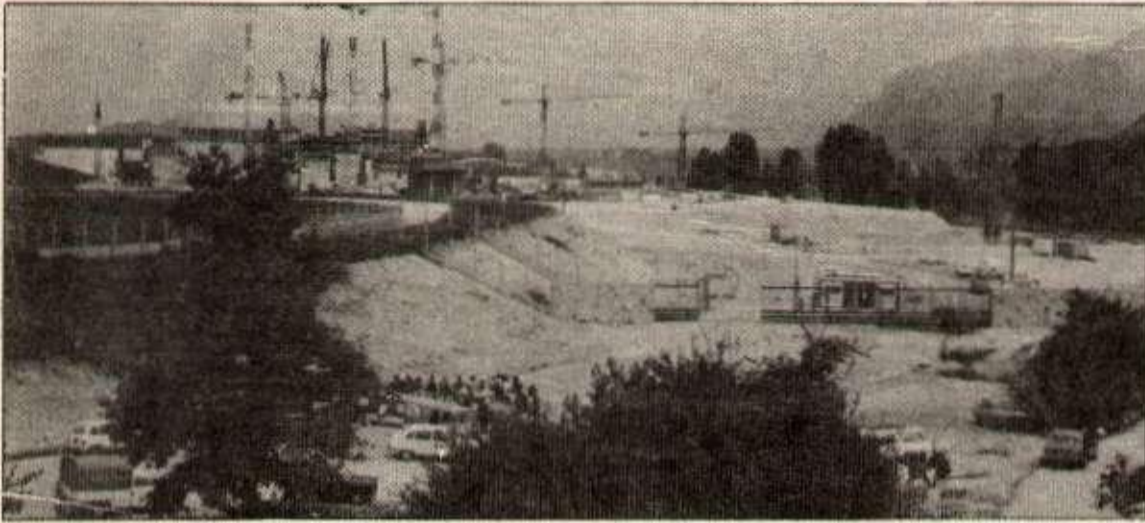




## LUTTES OUVRIERES

C 2

MALVILLE 1,5

Un chantier pas tout à fait  
comme les autres

## La grève des ouvriers de Fougerolle

«On ne veut plus  
être des esclaves»

Reportage de Claude ANCHER

Depuis quinze jours, les travaux de construction de la «centrale européenne à neutrons rapides Super Phénix» sont complètement arrêtés. Dans la petite plaine qui borde le Rhône, encadrée de collines boisées, la campagne a retrouvé le calme interrompu en juin 1976, date du début des travaux. La noria des camions a cessé, les grues sont immobiles. De la petite route qui serpente à flanc de colline de Malville à Creys, on n'entend qu'un écho indistinct de discussions, les voix mêlées des ouvriers de Fougerolle qui forment le piquet de grève.

Ceinture sinistre délimitant le chantier, la clôture de barbelés offre au moins un avantage : il est plus facile de bloquer l'accès à la centrale. Quelques tuyaux de ciment encadrés de drapeaux rouges y pourvoient, tandis qu'une trentaine de grévistes discutent, jouent aux cartes, au palet, ou restent simplement allongés dans l'herbe. Ce n'est pas la première grève chez Fougerolle, mais c'est la première fois que l'entrée est bloquée. «Si le patron ne faisait pas faire notre travail par les autres entreprises, on les laisserait passer».

Lors d'une grève, des ouvriers de Mure ont en effet aidé à terminer le coulage d'un pilier. Les ouvriers de l'entreprise Bona (cylindres), Mure (ferraille), de l'entreprise italienne ou les ouvriers allemands chargés du doublage du réacteur pourraient-ils effectivement remplacer des ouvriers qualifiés (OO ou OHQ) pour couler des centaines de tonnes de béton ? Ce n'est pas certain ; mais le piquet, en empêchant toute avancée des travaux, constitue un moyen de pression important. A preuve, les tentatives faites au début par les autres entreprises pour entrer, faisant arriver les ouvriers à trois ou quatre heures du matin. Mais une équipe de grévistes veille aussi la nuit, couchant à la belle étoile, ce qui n'est pas toujours agréable : il a plu beaucoup ces derniers temps. C'est que les motifs de la combativité ne manquent pas. «On ne veut plus être des esclaves».

## «ICI, ON GAGNE MOINS»

Pour ces ouvriers qui n'en sont pas à leur premier gros chantier, et possèdent au moins la qualification d'OO 1, une première raison de colère, c'est le salaire. Un ouvrier algérien m'explique : «Je suis OO 2. Au mois d'avril, j'ai touché 3 400 F, primes comprises. Avant, sur un autre chantier de Fougerolle, celui du tunnel de St-Jean de Belleville, je gagnais 4 800 F !» Un OHQ portugais confirme : «En 74 je touchais 250 F de moins qu'aujourd'hui. Mais avec la hausse de prix je suis perdant». Sur les primes qui représentent près du tiers de la paye totale, le patron «tire» au maximum. «Parfois on travaille de 7 h 30 jusqu'à 13 h 30 sans interruption pour ne pas arrêter le coulage d'une dalle. Normalement on devrait faire alors journée continue et finir plus tôt. Ici, non : quand arrivent ceux qui viennent de manger, il faut qu'on arrête une heure et demie pour le repas. On finit la journée à la même heure et on n'a pas touché un centime de plus». Le patron fait venir les gars à 4 h du matin, pour une prime dérisoire. Des grutiers, le mois dernier, n'ont pas touché une prime que d'autres ont eue normalement. Un ouvrier français rappelle qu'il attend depuis six mois qu'une heure supplémentaire lui soit payée...

Mais le patron économise aussi sur les salaires en déqualifiant systématiquement les ouvriers. «Moi, j'ai un certificat d'OO 2, dit un travailleur turc. A l'embauche, on m'a dit : on n'a pas besoin d'OO 2, on te met OS 3. Depuis on ne m'a pas changé de qualification. Avec un salaire de 1 900 F ça me fait 3 000 F avec les primes, surtout celle de marteau-piqueur». Tous ne peuvent faire comme cet OHQ qui a imposé sa qualification, en revenant plusieurs jours de suite à l'embauche.

## «ICI, C'EST PLUS DIFFICILE»

L'exigence d'un salaire élevé se comprend facilement. Elle tient déjà au caractère instable du travail dans le bâtiment.

Aucune garantie d'emploi à la fin d'un chantier : avant d'en trouver un autre, on risque une longue période de chômage ; aussi pour tenir, il faut avoir pu mettre de l'argent de côté.

Sur le chantier, le travail est très dur. Les coffrages ne sont pas différents en principe d'un chantier normal. «Mais ici, c'est plus difficile. On n'arrête pas de couler du béton, alors qu'ailleurs, ça se fait par plus petites quantités. On porte des bottes à semelle métallique qui pèsent plusieurs kilos. En plus, on travaille dans l'eau : on est au niveau du Rhône, sans arrêt, il faut faire marcher des pompes. Et puis d'habitude, il y a une ou deux grues seulement, tandis qu'ici on a six grandes grues très rapprochées : nous, les grutiers, on doit faire très attention : ça touche de partout. Un gars a été blessé à la tête par une élingue de grue, le casque n'a pas résisté !

Plus ça avance, et plus on est nombreux : on travaille les uns sur les autres. Quand on fait un soufflage de béton, les gars qui travaillent sous l'échafaudage en reçoivent des morceaux, sur la tête ou sur les bras. Et puis, il y a la hauteur ; la tour, une fois terminée doit faire 100 mètres ! Pour l'instant, la sécurité n'est pas catastrophique, comme à Bugey où il y a eu plusieurs morts, mais les accidents deviennent plus nombreux».

## LA DICTATURE DE COLINAS

Parler des accidents c'est parler de la véritable dictature imposée par Colinas, le patron de Fougerolle. Une grue s'est renversée et il a fallu découper les tôles au chalumeau pour sortir le grutier de sa cabine : plusieurs fractures aux bras et aux jambes. «Le gars avait dit que la charge était excessive et qu'il ne voulait pas monter. Mais le patron l'a obligé».

Cet hiver, c'était vraiment le comble : «Depuis 63 que je suis en France, affirme un ouvrier portugais, je n'avais jamais vu ça. Par - 12°, avec de la neige et de la glace partout, le patron nous a fait travailler ! En des-

● Ce lundi 22 mai constitue sans doute un tournant important de la lutte des ouvriers de Fougerolle, sur le chantier de la centrale nucléaire de Creys-Malville. Quinze jours exactement après le déclenchement de la grève, ils doivent se prononcer sur les propositions du patron, formulées jeudi dernier : trois augmentations de 3 % : la première, rétroactive, prenant effet le 1<sup>er</sup> avril ; les suivantes de trois mois en trois mois jusqu'à la fin de l'année. Soit, pour un salaire de 2 400 F, environ 1 300 F de plus en neuf mois. La principale revendication des grévistes étant une prime de déplacement calendaire de 60 F par jour, soit une augmentation de 900 F par mois, on voit qu'on est loin du compte !

En ce début de semaine, plusieurs interrogations subsistent. On peut penser que la majorité des ouvriers de Fougerolle participeront à l'Assemblée générale. Quelle sera la position de ceux qui, tout en ayant voté la grève le 8 mai, n'ont pas directement participé au piquet de grève tenu jour et nuit depuis ? Confirmeront-ils le refus catégorique opposé vendredi matin aux propositions patronales par les grévistes du piquet ? En cas de poursuite de la grève, le patron fera-t-il intervenir les CRS, comme un responsable EDF l'a laissé entendre il y a quelques jours ? Quelle sera alors l'attitude des ouvriers des entreprises associées à Fougerolle sur le chantier et qui, eux, ne sont pas en grève ? Accepteront-ils de rentrer entre deux rangées de CRS ou, au contraire comme cela s'était passé pendant une grève sur le chantier de Bugey, se déclareront-ils solidaires de leurs camarades grévistes ?



pendant d'un échafaudage, un gars est tombé : blessé à la colonne vertébrale, plus d'un mois à l'hôpital. Dans des conditions impossibles, ils ont fait venir des gars, comme moi, de Lyon, d'autres de Bourgoin, et ainsi de suite. Trois gars ont eu un accident sur la route : il y a eu un mort et deux blessés graves. Normalement, on doit nous mettre en «intempéries». Pas ici. Ici, c'est «tu vas ou tu crèves !» L'un des deux. Tu ne viens pas ? Allez, absent, absent. Et avec deux jours d'absence, la prime mensuelle de présence saute toute entière. Même en se présentant ici : c'était impossible de travailler sur un échafaudage. Le patron disait «vous le grattez à la pioche, et vous travaillez dessus !». Tu l'enlevait, ça givrait au fur et à

mesure ! Tu arrêtais : on te marquait absent ! Avec ce système, des mois complets, on n'en a pas touché beaucoup jusqu'à présent !»

Les travailleurs sont unanimes. Ils n'ont jamais vu un chantier pareil, un patron qui passe son temps sur le chantier à distribuer avertissements sur avertissements aux ouvriers. Même système pour les chefs d'équipe, qui jouent alors les garde-chiourmes. «On en a marre d'être des esclaves ici !». Ce n'est pas un cahier de revendications qu'exposent les ouvriers de Fougerolle, à Malville, c'est un véritable cahier de doléances.

Nous publierons demain la suite de ce reportage





# 20 MAI 1973 - 20 MAI 1978, LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

«NI PAIX, NI STABILITÉ AVANT LE RETOUR DANS LE TERRITOIRE  
ET L'INDÉPENDANCE TOTALE» (Mot d'ordre du Front Polisario)

Par Grégoire  
CARRAT

«Depuis le 20 mai 1973, le peuple sahraoui poursuit la lutte armée pour son indépendance. Il l'a gagnée contre l'invasisseur espagnol, il doit la gagner contre les régimes des pays voisins qui se sont partagés le Sahara. Aujourd'hui, chassé de son pays par les bombes et les tentatives de génocide, c'est son existence même qui dépend de son combat. La réalisation des ambitions de Giscard en Afrique du Nord signifierait la disparition du peuple sahraoui.

Le peuple sahraoui rejette «l'ordre» que le régime de Hassan II veut imposer dans la région, rejette la «paix et la stabilité» que l'impérialisme français, les États-Unis, les pays européens auraient voulu imposer par les troupes de Hassan, afin que soient garantis le pillage des ressources du Sahara et le contrôle à leur profit de l'Afrique. Les mêmes ambitions ont poussé les Soviétiques, à approfondir leurs relations avec le régime de Hassan II, depuis le début de la guerre, à réaliser avec lui des accords qui sont un encouragement à l'agression.

«A travers nous, l'impérialisme français poursuit une agression contre tous les peuples de la région, y compris les

Les troupes françaises ont débarqué à Zouerate au mois de novembre 77 sous prétexte de protéger les coopérants français. En réalité, la décomposition de l'armée mauritanienne et les pertes subies par l'armée marocaine rendaient vain pour elles tout espoir de victoire dans la guerre engagée contre le peuple sahraoui. L'intervention française cherchait à stabiliser le front et à permettre aux troupes marocaines de reprendre l'initiative. Le dispositif mis au point à l'Élysée comprenait plusieurs volets : reprise en main de la situation au Nord de la Mauritanie, augmentation des troupes au Sahara, escalade des moyens aériens dans la guerre.

## Le «pacte de défense» de l'Élysée...

Le gouvernement français n'a jamais démenti qu'un «pacte de défense» ait été mis au point à l'Élysée, au mois de novembre, qui prévoit la place de chaque armée au sein d'un dispositif contre le peuple sahraoui. L'ar-

mée française devait se charger de l'encadrement et de la réorganisation de l'armée mauritanienne, assurer la coordination des opérations, les transmissions, la logistique et protéger la voie ferrée Zouerate-Nouadhibou (par où s'échappe vers la France le fer mauritanien), à l'aide de ses moyens de reconnaissance, avions et radars. L'armée marocaine pour sa part devait organiser plus systématiquement le contrôle de la Mauritanie où elle avait déjà six mille hommes, en même temps qu'elle constituerait l'essentiel des forces combattant à l'intérieur du Sahara. Quant à l'armée mauritanienne elle ne constituait qu'une force d'ap-

## Son application : la Mauritanie sous «tutelle»

C'est en tout cas cet ensemble de principes qui paraît avoir inspiré les décisions prises depuis cette date. Un état-major a été constitué à El Aïoun, comprenant des officiers supérieurs des

peuples marocain et mauritanien» déclarait au cours d'une réunion tenue à Paris à l'occasion de la commémoration du déclenchement de la lutte armée, le responsable des relations extérieures pour l'Europe et l'Amérique latine du Front POLISARIO. Le message envoyé à cette occasion par l'organisation marxiste-léniniste marocaine «Illa Amam» affirmait : «Nous soutenons la volonté du peuple sahraoui d'obtenir l'indépendance et d'établir une république populaire sur tout le territoire national.» Contre le peuple sahraoui, Giscard a lancé sa première opération militaire en Afrique. Aujourd'hui, ses navires patrouillent dans les eaux territoriales sahraouies, ses soldats parquent dans les villes de Mauritanie, ses avions bombardent au Sahara, ses officiers participent à l'état-major d'agression à El Aïoun, la capitale de la République Arabe Sahraouie Démocratique. Au Sahara, Giscard a donné ainsi la définition concrète de son précepte «l'Afrique aux Africains» : c'est la tentative de maintenir la domination de l'impérialisme français dans ce qui fut son empire, à la faveur d'autres agressions extérieures contre l'Afrique, notamment celle du social-impérialisme.

trois armées (France, Maroc, Mauritanie). Des Breguet atlantique survolent sans cesse le Sahara, et surveillent la voie ferrée. L'emploi de coopérants civils français en Mauritanie, en appoint à l'armée s'est généralisé, des radars ont été installés sur la frontière du Sahara. Selon des Sahraouis qui ont récemment quitté Nouadhibou, des patrouilles maritimes françaises couvrent la zone qui va de Nouakchott à Dakhla, et relâchent à Nouadhibou où on a pu constater leur présence ; sur l'aéroport de Nouadhibou, cinq à six Jaguars seraient stationnés en permanence. La reprise en main de l'armée mauritanienne a été réalisée grâce à l'augmentation du nombre de coopérants militaires. L'armée marocaine en Mauritanie, a été également renforcée. Selon l'AFP, les forces marocaines devaient être portées à huit mille hommes en mars dernier, leur déploiement le long de la voie ferrée devant s'achever à cette date.

## Résultats : les Jaguars à l'aide des troupes battues

Dès le mois de février, le ministre des Affaires Étrangères mauritanien demandait à la France d'intervenir «plus fermement» en Mauritanie. Depuis le débarquement des Français, le train minéralier avait été attaqué à plusieurs reprises. Après les interventions des Jaguars, le Polisario a commencé à organiser dès février, les attaques de nuit, alors que les avions ennemis ne peuvent intervenir. Les convois de troupes qui traversent le Sahara pour rejoindre la Mauritanie ont été très durement attaqués par les patriotes sahraouis. Ce fut en particulier le cas en février où une colonne qui se rendait à Ain Bentili fut démantelée après deux jours de combats et de harcèlement. Les principaux postes sur la frontière sahraouie, qui servent de base d'agression, sont attaqués en permanence : Ain Bentili et Bir Moghrein notamment. En mars le poste de Touajil a été détruit par le Front Polisario.

La mise en place du «pacte de défense», combattue par le Front Polisario n'a pas véritablement renversé le rapport de force en faveur des troupes d'agression, comme le prévoyait Giscard. Si la Mauritanie a pu être en partie reprise en main par la combinaison maroco-française au Sahara même, les combats ont

atteint une ampleur nouvelle et les défaites infligées aux troupes d'occupation ont été d'une poussée plus grande.

Le Front Polisario a désormais la possibilité d'attaquer des colonies de ratissage puissamment armées que les Marocains envoient régulièrement. A Hagounia, au nord d'El Aïoun, en février, à Bir Lahlou, à Hagounia en mars, à Ezig Bedrag, les 3 et 4 mai, à chaque fois d'impor-

régimes du Maroc et de la Mauritanie. La reprise en mains de la Mauritanie par la France, l'extension du corps expéditionnaire marocain sont impuissantes à entraver un mouvement profond de refus de la guerre renforcé en Mauritanie par rapport à un retour des colonialistes français et à la tutelle marocaine. Selon des réfugiés des manifestations ont eu lieu, à Nouadhibou, le 27 février, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la RASD. Début mars, l'armée marocaine a tiré contre la foule qui s'était rassemblée sur les lieux d'un attentat à la grenade, contre une patrouille marocaine. A Dakhla, des manifestations ont opposé les Mauritaniens aux troupes marocaines qui ont tiré.

Malgré l'appui important de l'armée française, l'armée marocaine est de moins en moins en mesure de contrôler la situation en Mauritanie et de contrôler le territoire sahraoui. Le régime marocain lui-même voit se détériorer «l'union sacrée» que la perspective d'une conquête du Sahara avait suscitée. Après les mouvements populaires autour des familles des prisonniers poli-



El Ouali sur le Front. Le secrétaire général du Front Polisario, mort au combat le 9 juin 1976 a dirigé personnellement la première attaque contre le poste de Kheniga, le 20 mai 1973. Dirigeant le front et l'armée, il a su unir le peuple sahraoui car il a représenté ce qu'il a de plus profond : le désir d'indépendance, pour l'accomplissement de laquelle la victoire du 20 mai 1973 a ouvert la voie.

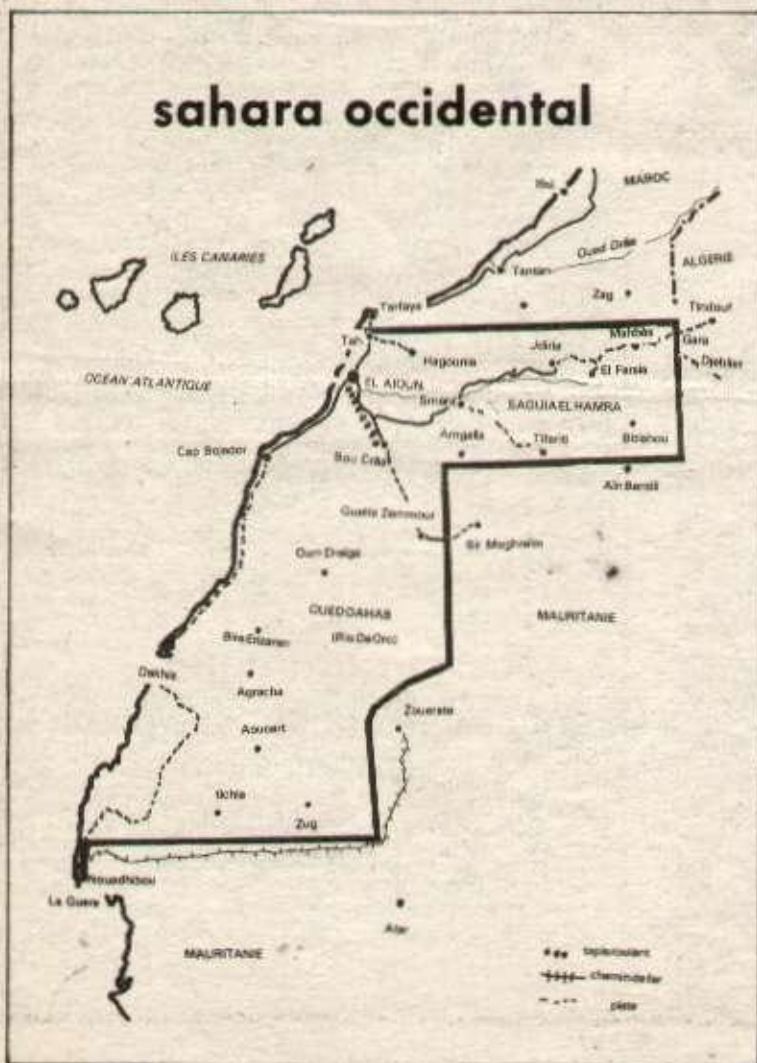
tantes pertes ont été infligées au cours de combats qui ont duré jusqu'à 48 heures. Dans ce dernier cas, ce sont les avions français qui ont sauvé les restes de la colonne marocaine, après deux jours de combat. Enfin, le front a désormais la capacité de déloger les troupes d'occupation de leurs camps retranchés. En février, les garnisons de Lebouirate et M'sied ont été harcelées, certaines de leurs positions occupées et détruites, de même à Tifariti et Lemnia dans l'Est. A la fin du mois de mars, c'est la garnison d'Aoussert qui était détruite.

## L'avenir : les vagues de grève au Maroc

Le «pacte de défense» de l'Élysée n'a pas modifié essentiellement la situation sur le terrain, au cœur du Sahara occidental. Cela a conduit Giscard à grimper d'un cran dans l'escalade, en faisant intervenir directement ses Jaguars au Sahara à Oum Breiga en avril. Si l'intervention française n'a pas renversé le rapport de force, elle n'a pas non plus freiné les problèmes rencontrés par les

tiques, ce sont les grèves les plus importantes depuis cinq ans qui ont éclaté dans la deuxième semaine d'avril : les mineurs de Kouribga, les ouvriers des cimenteries de Taitouan, les chauffeurs de véhicules dans le pays, les ouvriers agricoles, ceux de la raffinerie de Mohammedia ont fait grève la même semaine. «Le climat de paix sociale que notre pays connaissait depuis «la marche verte» est rompu, alors que nous nous trouvons dans une période critique», écrivait récemment un ancien ministre dans Maroc Soir, journal pro-gouvernemental. En réponse à ces revendications, le roi a décidé une augmentation des allocations familiales de 50 % qui ne peut rien régler.

Six mois après le début de l'intervention française directe, les agresseurs n'ont pu faire plier le peuple sahraoui. Le rêve de Giscard de rétablir la domination française sur l'Afrique du nord-ouest, est voué à l'échec. C'est que le peuple sahraoui n'a compté depuis le début de son combat que sur lui-même. Il doit défier aussi la rivalité des superpuissances qui, nous le verrons demain, s'exercent contre lui.





# Mai-Juin 68, c'était hier

## Grenoble : DES ACQUIS POUR L'AVENIR

Cette page a été réalisée par des camarades de Grenoble

● Le mouvement de mai à Grenoble a été vécu de façon assez inégale, il n'a pas eu la force qu'il a pu revêtir en d'autres endroits et ce n'est qu'après mai 68 qu'est né à Grenoble un mouvement «contestataire» assez puissant sous l'impulsion notamment de la Gauche prolétarienne.

Dans les grandes usines Merlin Gerin, Neyrpic, l'occupation est organisée par la CGT qui refuse tout contact entre étudiants et travailleurs. Les trotskystes tentent d'orienter le mouvement étudiant vers le corporatisme. Là où les révisionnistes sont faibles, les étudiants réussissent à se lier aux travailleurs. Ainsi à Air Liquide, des ouvriers demandent aux étudiants de venir les aider à mettre les cadres en grève, à Fit sous l'impulsion d'une «étalienne», une lutte combative se développe, aux Nouvelles Galeries, la grève est soutenue activement par les étudiants. A La Mure des mineurs assistent à une réunion du planning sur la contraception.

Le 1<sup>er</sup> atelier de sérigraphie fait son apparition aux Beaux-Arts. Les célèbres affiches de mai tapissent alors les murs de Grenoble. De nombreuses sections syndicales sont créées, de nombreux jeunes travailleurs rejoignent les étudiants dans la lutte.

Mai 68 a favorisé l'éclosion ultérieure d'un renouveau des luttes. Les intellectuels ont remis en cause l'université et la culture bourgeoises, les ouvriers ont pris conscience de leur force. Les années qui suivront à Grenoble ne seront plus comme avant. De grandes luttes se dérouleront : luttes d'OS à Caterpillar, Sescosem, luttes d'immigrés, luttes de femmes, luttes d'étudiants, luttes anti-impérialistes, luttes anti-nucléaires.

Mai 68 n'était qu'un début, le combat a continué !

La sévère répression des CRS au Quartier Latin, leur entrée en force à la Sorbonne ont créé un courant de sympathie pour les étudiants et une réaction de réprobation des «forces de l'ordre».

C'est dans ce climat que le SNESup, l'UNEF et la FEN ont appelé dès le 6 mai à une grève générale illimitée. Dès ce jour, 2 000 étudiants et enseignants manifestent à Grenoble leur solidarité à leur camarades parisiens ; les flics ont aussi suivi l'exemple de la capitale : ce sera la seule manifestation violente dans notre ville. D'autres manifestations ont suivi, 5 000 personnes le 8 mai, 8 000 le 10, l'apogée étant celle du 13 : 25 000 personnes avec les centrales syndicales. Le mouvement étudiant dut d'abord affronter les profs du PCF qui tenaient absolument à faire cours alors même que les profs de droite n'insistaient pas trop. L'UEC refusait la grève générale et prétendait que les étudiants d'origine ouvrière voulaient passer leurs examens. L'UEC fut exclue du bureau de l'AGEG-UNEF et il se créa un comité de grève étudiant dosage subtil entre OCI, ESU et UJCML. Cette coordination assez bureaucratique prit des décisions importantes au maximum à 6, sans liaison profonde avec la masse des étudiants, qui occupaient les locaux avec le personnel gréviste. Assez rapidement le mouvement sur le campus se trouve engagé dans l'impasse de la réforme corporatiste, cheval de bataille des trotskystes de l'OCI, seule organisation politique restée alors dans le mouvement étudiant.

L'UJCML, délaissant le terrain de lutte que constituait l'université, impulsa sur sa ligne populiste un comité de soutien aux luttes du peuple. Mais son

influence sur la classe ouvrière fut limitée, du fait notamment de sa ligne populiste.

Pourtant, dans plus d'une entreprise, la lutte a revêtu des aspects nouveaux, révélant, pour l'avenir, des changements significatifs qui étaient en cours, et aussi les obstacles et les limites qui subsistaient.

Nous évoquons, en ce sens, le déroulement de la grève dans deux entreprises : MAPA-FIT, une usine de caoutchouc, et dans le secteur des employés, la grève des Nouvelles Galeries.

### MALGRÉ L'APPAREIL CGT, LA MOBILISATION DES IMMIGRÉS ET DES FEMMES

Une des leçons que la classe ouvrière a tiré de 68 est la méfiance envers les délégués (incontrôlables, irrévocables). La grève de Fit, à Grenoble, a valeur d'exemple. Cette petite usine fabrique des semelles en caoutchouc et des tapis de voiture. Elle emploie essentiellement des immigrés de nationalités

Les ouvriers de Mapa-Fit en manifestation.



L'usine Mapa-Fit occupée

différentes : Sénégalais, Algériens (400), de façon à limiter la solidarité dans les cas de révolte due aux conditions de travail très pénibles (odeurs insoutenables) et aux salaires dérisoires : environ 400 F par mois pour les femmes (italiennes et espagnoles).

La direction bénéficie en plus d'une section syndicale pour le moins léthargique où il est mal venu de se plaindre des conditions de travail, sous peine de se faire traiter de fainéants. Conscient du mécontentement et de l'ampleur du mouvement, l'UL CGT décide la grève et dépêche un permanent cheminot, plus conséquent à ses yeux. Malgré l'existence d'un comité de grève large, la CGT se sentait seule responsable de la grève et a systématiquement empêché toute initiative qui ne lui convenait pas. C'est ainsi qu'elle a refusé la visite des ateliers par les travailleurs de l'usine, interdit l'entrée aux délégations des au-

tres usines, aux familles des travailleurs, et présenté les femmes qui se proposaient d'occuper la nuit comme des aventurières. La CGT refusa d'accepter les collectes de soutien d'étudiants avec des méthodes manipulatoires.

Il faut dire que des élections décidées par de Gaulle sont tombées à pic pour faire passer la pilule de la reprise sans satisfaction aux revendications. Par un inexplicable concours de circonstances, le jour où le permanent cheminot avait préparé son discours solennel à la reprise, la maîtrise et les non grévistes étaient présents. Il s'est enfoncé dans un estancot, a fait un discours par la fenêtre sur les victoires proches et proposé un vote à main levée, aux accents de la «liberté du travail»...

### LES EMPLOYÉS SE JOIGNENT A LA LUTTE

Mai 68 a été pour un grand nombre de travailleurs la première grande expérience de grève notamment pour les employés des grands magasins.

Pendant une semaine (fin mai/début juin) la grève des Nouvelles Galeries (magasin situé dans le centre de Grenoble) a symbolisé la volonté de liaison étudiants-travailleurs et les capacités combatives de nouvelles couches d'employés que leurs conditions de vie et de travail rapprochent de la classe ouvrière.

La grève des Nouvelles Galeries a commencé tardivement (le 27 mai) sur des revendications portant sur les salaires, les conditions de travail, les brimades des chefs et la mauvaise qualité de la nourriture de la cantine. Il aura fallu une grande

volonté du personnel pour se mettre en grève et vaincre l'inertie des sections CGT et FO. Conscients de la nécessité de ne pas rester isolés, les grévistes sont venus à l'ancienne faculté de pharmacie où se tenait un forum permanent et ont invité les étudiants à les soutenir. Le «Mouvement de soutien aux luttes du Peuple» (animé par l'UJCML) a répondu favorablement.

Les étudiants aidèrent le comité de grève, composé d'une majorité de femmes, à tenir le piquet face aux provocations de la maîtrise. Ils organisèrent des collectes et popularisèrent la lutte sur la ville. De nombreuses discussions eurent lieu entre les travailleurs et les étudiants. Il est certain que la faiblesse de l'implantation révisionniste facilita cette liaison positive entre les travailleurs et les étudiants.

Après le discours de De Gaulle les choses vont se précipiter. Le 31, alors que syndicats, patrons et gouvernement négocient à Grenelle, la direction attaque le piquet sous l'œil bienveillant des flics et le délégué CGT appelle déjà à laisser entrer les clients. Le comité de grève résiste. C'est sur la base de 4% d'augmentation et de beaucoup de mensonges qu'un tract du syndicat CGT du commerce intitulé «1<sup>ère</sup> victoire» appelle à la reprise sans la moindre consultation du personnel pour le mardi 4 juin.

Cette grève des Nouvelles Galeries fut une des seules occasions à Grenoble où une liaison durable put s'établir entre travailleurs et étudiants. Mais malgré des aspects positifs, les limites politiques de ce travail ne permirent pas de faire progresser sensiblement la conscience anti-révissionniste des travailleurs.